

Comité Syndical du 21 mai 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt et un mai à dix-neuf heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle de l'auditorium du gymnase de Margencel sous la Présidence de Michel CAPLOT, Président.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, ASNI-DUCHENE Isabelle, BENED Régis, BERGER Jean-François, BERNAZ Célia, BLANC Georges, CAPLOT Michel, CHUINARD Claire, CONDEVAUX Patrick, DALHEIMER Philipp, DE PROYART Aubert, DEAGE Joseph, DEMOLIS Cyril, DENNE Jean-Claude, DETURCHE Sandrine, DUCROT Guillaume, GERDIL Frédéric, GIRARD Marie-Pierre, GOURREAU Georges, GRENAT Maryse ; GUICHEN HUCK Johanne, GUILLARD Jean, HUBERT Agnès, JACQUIER Charlotte, JAKUMEIT Odile, JULLIARD Maxime, LACHAT Hervé, LAURENT MICHEL Vanessa, LOMBARD Gérald, MAGLI Erick, MARULLAZ Aube, MARULLAZ-LEQUEUX Mélanie, MAXIT Nathalie, MORAND Jean-Claude, REY Emmanuel, RODRIGUES Frédéric, SAGE Laurent, SERVOZ Jean-Marie, SONGEON Christophe, THOMAS Gil, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

CARRE Stéphane, GRILLON Laurent, SECHAUD Geneviève, BOCHATON Monique, MAURICE Claude, DORIGO Rebecca, GIRAUD Dominique, GRANDCOLLOT-BENED Joel, ANTHONIOZ Denise-Marie, GOSETTO Laurent, DUPERRIER Pierre.

Absents excusés :

BAUD Richard donne suppléance à M CARRE,
BREUZA Christian donne suppléance à M. GRILLON,
BURGNARD Michel donne suppléance à Mme SECHAUD,
CANDELA Antoine donne suppléance à Mme BOCHATON,
GENOUD Pascal donne suppléance à M MAURICE
GIRARD-DESPRAULEX donne suppléance à Mme DORIGO,
GRANDCHAMP Jacques donne suppléance à Mme GIRAUD,
GRELAUD Gilles donne suppléance à Mme ANTHONIOZ,
CANDELA Antoine donne suppléance à Mme BOCHATON,
MATHIAN Noel donne suppléance à M. GOSETTO,
MUGNIER Christophe donne suppléance à M. DUPERRIER,
COTTET Sophie donne pouvoir à M. REY,
MARTINERIE Catherine donne pouvoir à Mme DETURCHE,
VINET Philippe donne pouvoir à M. BERGER.

Secrétaire de séance : DUCROT Guillaume

Nombre de titulaires en exercice : 58 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 41

Nombres de délégués suppléants présents : 11

Nombre de pouvoirs : 3

Nombres de votants : 55

Convocation : 15 mai 2026

Point n°16 – Délégation du Comité Syndical au Président

Afin de faciliter le fonctionnement du Syndicat, l'article L 5211-10 du CGCT autorise le conseil syndical à déléguer librement ses attributions au Président pour la durée de son mandat à l'exception :

I. Attributions du Comité syndical :

- 1° *Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;*
- 2° *De l'approbation du compte administratif ;*
- 3 *Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article [L. 1612-15](#) ;*
- 4° *Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;*
- 5° *De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;*
- 6° *De la délégation de la gestion d'un service public ;*
- 7 *Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.*

II. Dispositions relatives aux délégations d'attributions à la Présidence :

Vu l'article L.5211-10 du CGCT autorisant le Comité syndical à déléguer librement des attributions au Président pour la durée de son mandat, à l'exception de celles relevant exclusivement du Comité syndical (voir paragraphe I) et du Bureau Syndical par délibération,

Il est proposé au Comité Syndical de déléguer les attributions suivantes à la Présidence, pour la durée de son mandat :

Finances :

- De procéder, dans la limite des crédits votés en recettes par le Comité Syndical pour l'exercice considéré, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, les avenants, les remboursements anticipés, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et à l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- De contractualiser et gérer (versement ou remboursement) les lignes de trésorerie ;
- Engager tout procédure de mise en recouvrement de recettes, admettre en non-valeur ou émettre un avis sur l'admission en non-valeur des sommes irrécouvrables, conclure les conventions de recouvrement avec le Trésor Public ou autre organisme de recouvrement si nécessaire, procéder aux remises gracieuses,
- De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du Syndicat, nommer les régisseurs et prendre tout acte de gestion relatif aux régies comptables,
- Statuer sur le remboursement des frais supportés par les intervenants extérieurs, membres du Comité Scientifique, ou autre personne physique ou morale, participants à la demande du SIAC à toute action ou évènement organisé et concourant à la mise en œuvre des compétences du SIAC.

Commande publique :

- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres passés selon la procédure adaptée et d'un montant inférieur à 25 000 € H.T., ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Etablir, signer et notifier les bons de commande prévus aux accords-cadres à bons de commande, au sens de l'article R 2162-13 du Code de la Commande Publique, et ceci pour tous les accords-cadres conclus selon les procédures adaptées ou formalisées, quel que soit leur montant, dans les limites et conditions stipulées dans chaque contrat préalablement approuvé,
- Approuver tous les actes de sous-traitance et habilitation de sous-traitant quel que soit le montant des marchés et accords-cadres préalablement approuvés,
- Déclarer sans suite tout procédure de consultation.

Gestion du patrimoine :

- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;
- De conclure tout contrat de louage ou de mise à disposition à titre gratuit ou payant, que ce soit en tant que bailleur ou preneur, mobilier ou immobilier, et ceci pour un loyer annuel inférieur à 15 000 € H.T. par contrat et par objet, et pour une durée n'excédant pas douze ans.

Contentieux, recours préalable, conseil juridique, sinistres, expertises, enquête publique :

- D'intenter au nom du Syndicat les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, de représenter le SIAC chaque fois que les intérêts de celui-ci le justifieront, y compris en matière de recours gracieux,
- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts, commissaires enquêteurs et garants,
- Accepter ou fixer les indemnisations en cas de sinistre, immobilier, mobilier, ou en matière de gestion des ressources humaines pour le personnel, élus et collaborateurs bénévoles ou non du SIAC, conclure les protocoles d'accord amiable afférents, et ceci pour un montant inférieur à 15 000 € H.T.,
- Solliciter les services des évaluations domaniales et conservation des hypothèques,
- Déposer les plaintes auprès des services de police, gendarmerie ou auprès du parquet, signer les constats d'assurances ainsi que les rapports et procès-verbaux d'accidents ou de sinistres,

Procédures d'autorisations environnementales, d'enquête publique, déclaration d'intérêt général :

- Signer, déposer et gérer toute demande d'autorisation environnementale, demande d'autorisation de travaux ou d'intervention, ou demande préalable (type « cas par cas » notamment), prévue par la réglementation en vigueur, y compris déclaration d'intérêt général,
- Engager, fixer les modalités et conduire toute procédure de concertation préalable,
- Engager, fixer les modalités et conduire toute procédure d'enquête publique.

Ressources humaines :

- Approuver et conclure les contrats de travail des agents contractuels ainsi que leurs avenants, y compris les actes portant recrutement temporaire d'agents pour faire face à un besoin occasionnel ou saisonnier,
- Approuver et conclure les conventions de stage, allouer aux stagiaires les gratifications,
- Approuver et conclure les conventions liées à la formation professionnelle, prévention de la sécurité, santé au travail, médecine professionnelle, médiation professionnelle, aide au recrutement, gestion et déroulement des carrières des agents,
- Statuer sur la reprise des Comptes Epargne Temps dans le cadre de la mutation professionnelle des agents, statuer sur les indemnisations éventuelles à verser ou à recevoir à ce titre et signer à cet effet toute convention ou document,
- Conclure les conventions liées à la gestion des charges salariales ou patronales, prélèvement des charges, cotisations et impôts, documents règlementaires et déclarations incombant à l'employeur,
- Fixer annuellement le nombre de jours de travail, de congés et de ARTT, en application du cadre général régissant le temps de travail institué par délibération du Comité Syndical.

Divers :

- Prendre toute décision concernant la RGPD ainsi que les contrats et déclarations relatives aux données, à leur utilisation ou diffusion, en matière informatique ou autre,
- Gérer les archives du Syndicat et signer tout document nécessaire à leur conservation, diffusion, gestion, exploitation et élimination des archives, dans le respect de la réglementation en vigueur,
- Signer tout document nécessaire à la gestion de la propriété intellectuelle, dépôt ou utilisation de licences, brevets, noms de domaine, marques, logos, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, et engager toute action visant à défendre les droits du Syndicat en la matière,
- Approuver les conventions ou chartes d'utilisation de matériel, équipement et outils pédagogiques mis à disposition par le SIAC.

La Présidence devra rendre compte, à chaque réunion du comité syndical, des prises ainsi que celles prises par le Bureau en application de la présente délibération.

Le Président est autorisé à subdéléguer les attributions ci-dessus définies soit à un vice-président, soit à un fonctionnaire territorial tel que défini par l'article L 2122-19 du CGCT.

Le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés se prononce favorablement sur :

- les dispositions relatives aux attributions au (à la) Président(e) énumérées ci-dessus,
- l'autorisation donnée au (à la) Président(e) à déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité en vertu de l'article L 5211.9 du CGCT, à un ou plusieurs Vice-présidents et au Directeur Général des Services, la signature d'actes relevant des attributions qui lui sont déléguées par la présente délibération.
- le principe d'autoriser le (la) Président(e) ou son représentant à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,



DUCROT Guillaume



Le Président,



Michel CAPLOT

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2026 et affichage le / /2026

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.